

Indispensables mais toujours précaires médecins étrangers

Ils soignent des malades, assurent des gardes, permettent aux services hospitaliers de tenir et exerceront un jour dans les déserts médicaux. Mais avant la validation de leur diplôme, les médecins étrangers vivent pourtant, en France, un vrai parcours du combattant administratif.

Leur diplôme, ils l'ont obtenu en Algérie, en Tunisie, au Liban ou en Syrie. Médecins dans leur pays natal, ils doivent suivre un long parcours de validation pour le voir reconnu en France. Le Dr Elie Choufani, désormais pilier du service de chirurgie orthopédique de la Timone, à Marseille, a ainsi passé de longues années "à faire le même travail, les mêmes gardes et astreintes" que ses collègues français tout en étant payé "moitié moins".

"Je ne m'attendais pas à un tel délai"

Arrivé de Beyrouth en 2005, son diplôme de spécialiste en poche, il n'a pu le régulariser qu'en... 2012. "Et encore, j'ai eu la chance d'être entouré d'une équipe qui me respectait. Mais je ne m'attendais pas à un tel délai", glisse aujourd'hui le praticien.

Faisant fonction d'interne, praticien associé ou encore praticien associé contractuel temporaire... Une multitude de statuts sont imposés aux Padhue, ces praticiens à diplôme étranger hors Union européenne. Un rapport parlementaire estimait

qu'ils "peuvent se retrouver faisant fonction d'interne ou stagiaire associé sur le papier, mais souvent - comme certains internes - tenir un service en entier".

300 Padhue ont, en mars, observé une grève de la faim pour protester contre leurs difficultés : contrats courts, faible rémunération et "couperet" de l'Évaluation de vérification des connaissances (EVC). Ce concours, passé après plusieurs années en emploi, est la première étape vers leur régularisation. Celle-ci n'intervenant qu'après sa réussite, puis deux ou trois années de "consolidation", un passage en commission et enfin l'ouverture d'un poste.

"On continue à fabriquer de l'exclusion"

En 2024, 4 000 places étaient ouvertes au concours, et 3 800 candidats ont été admis, sur plus de 10 000 candidats : des praticiens ont échoué avec des notes de 13 ou 14, a rapporté TF1. Le ministre de la Santé a dit vouloir réformer les EVC avec une voie interne simplifiée d'admission pour ceux exerçant déjà en France. Une refonte aussi réclamée par la Fédération



À Marseille, le Dr Ayoub Mdhafar préside la Fédération des praticiens de santé (FPS), représentant les médecins à diplôme hors Union européenne (Padhue). / PHOTO NICOLAS VALLAURI

des praticiens de santé (FPS), représentant les Padhue. Son président, le Dr Ayoub Mdhafar, anesthésiste-réanimateur à l'hôpital Saint-Joseph, à Marseille, déplore qu'en attendant, "on continue à fabriquer de

l'exclusion". Ce Tunisien a lui-même mis dix ans à voir son diplôme reconnu : "Il est normal que les médecins étrangers soient évalués, pas qu'ils vivent dans la précarité ou qu'ils risquent une OQTF." Combien de Padhue

travaillent en Paca ? "On ne peut pas répondre", selon l'Agence régionale de santé, "il faudrait contacter chaque hôpital pour le savoir".

À l'automne 2024, "après un recensement des besoins auprès

des établissements", l'ARS avait toutefois "ouvert" 235 postes. À l'hôpital d'Aix-Pertuis, ils sont quatorze quand l'AP-HM en dénombre 150 "faisant fonction d'internes, ou stagiaires associés", en attente de validation. "Sans eux, on ne pourrait pas tourner", salue le Pr Jean-Luc Jouve, chef du service de chirurgie orthopédique pédiatrique de la Timone.

"On les chouchoute"

En tension structurelle, le centre hospitalier d'Arles "chouchoute" ainsi ses 37 équivalents temps plein occupés par des Padhue, soit 11% de ses effectifs. Et Sylvia Breton, chef d'établissement, se félicite que six d'entre eux aient choisi de rester dans son hôpital après avoir pu valider leur diplôme ; ils seront aussi représentés en commission médicale d'établissement.

"Cela illustre la considération que nous leur portons." 19 154 Padhue régularisés exerçaient en France en 2024 ; dans certains départements, ils représentent plus d'un médecin sur quatre et la moitié des effectifs de certaines spécialités.

Delphine TANGUY

dtanguy@laprovence.com

À L'HÔPITAL EDMOND-GARCIN, AUBAGNE

"Je me suis retrouvé plusieurs fois sans papiers"

Chirurgien orthopédique à l'hôpital d'Aubagne, Carlos Juarez a toujours le statut de "stagiaire associé" six ans après son arrivée en France. Il avait pourtant déjà fait onze années d'études dans son pays, l'Argentine.

payée - "environ 1 000 euros de plus en comptant les gardes", indique Carlos Juarez -, elle reste dans un "parcours de consolidation des compétences" au terme duquel une commission décidera si elle peut enfin s'inscrire à l'Ordre des médecins. Ce n'est qu'alors qu'elle accédera enfin aux mêmes droits que ses confrères et consœurs ayant obtenu leur diplôme en France.

"Mon titre de séjour vient d'expirer"

Et les papiers ? "C'est toujours un problème. Au début, j'ai eu une carte de séjour d'un an. Depuis, j'en ai une qu'il faut renouveler tous les six mois. Mais comme avec toutes les administrations, les choses avancent lentement. Alors je me suis retrouvé plusieurs fois sans papiers, ce qui empêche de bouger dans le territoire parce qu'on a peur de se faire contrôler. Là, mon titre de séjour vient d'expirer : mon récépissé n'est plus valide, mais ma carte de séjour n'est pas encore arrivée", témoigne-t-il vendredi 21 mars. Dix jours de stress plus tard, bonne nouvelle : la carte est enfin arrivée !

À l'origine, Carlos Juarez n'était venu en France que temporairement, pour parfaire sa formation en chirurgie orthopédique, dans un pays réputé dans cette spécialité. Puis avec le Covid, il s'est retrouvé "un peu coincé ici". Il a fini par "tomber amoureux du système de santé" français, où il est plus facile d'accéder à du matériel qu'en Argentine.

Si ses problèmes de statut médical et de carte de séjour étaient réglés, Carlos Juarez se verrait bien rester dans l'Hexagone sur le long terme. Mais si sa situation ne s'améliore pas, il risque d'être amené à quitter le pays, possiblement pour l'Espagne.

Clair RIVIÈRE

criviere@laprovence.com

En Argentine, Carlos Juarez a fait six années de fac de médecine, puis cinq ans d'internat. Mais depuis son arrivée en France en 2019, il a toujours le statut de "stagiaire associé".

Interne en chirurgie orthopédique à l'hôpital Edmond-Garcin, à Aubagne, il ne gagne que "1 400 euros par mois environ" pour un temps plus que plein : "Selon les contrats, on ne devrait pas dépasser les 48 heures par semaine, mais si on a des gardes, on les dépasse largement."

"Si ça ne marche pas la prochaine fois, je vais me retrouver sans poste"

Malgré toute son expérience, Carlos Juarez n'est pas encore reconnu comme un vrai chirurgien. En tant que praticien à diplôme hors Union européenne (Padhue), il n'a pas le droit de prendre des décisions médicales de manière autonome.

Pour améliorer son statut, Carlos Juarez doit passer un concours, avec des places limitées. "Normalement, on a le droit de le passer quatre fois. Je l'ai déjà raté à trois reprises. Si ça ne marche pas la prochaine fois, je vais me retrouver sans poste", s'inquiète l'Argentin. Mais même s'il réussit le concours, Carlos Juarez ne sera pas encore au bout de ses peines. Son épouse est bien placée pour le savoir : originaire d'Argentine et exerçant à l'hôpital d'Aubagne comme son conjoint, cette radiologue a réussi ce fameux concours. Désormais mieux

À L'HÔPITAL ÉDOUARD-TOULOUSE, MARSEILLE

"Je n'arrive même plus à me concentrer sur mes patients"

Loin d'être un Eldorado pour les médecins étrangers, la France, qui a pourtant cruellement besoin de ces professionnels, leur impose un parcours du combattant. Rencontre, en psychiatrie, avec deux spécialistes à bout de souffle.

Aujourd'hui, Amina Bouchema et Tolotra Herimanjaka sont psychiatres à l'hôpital Édouard-Toulouse, à Marseille (15^e). Et demain ? Rien n'est sûr. Après avoir fait leurs études de médecine en Algérie pour la première et à Madagascar pour la seconde, ces deux spécialistes sont arrivées en France pour exercer en 2021.

La première est originaire de Marseille. La seconde est venue en France parce que l'exercice de la psychiatrie dans son pays est "assez restreint du fait de la culture". L'hôpital psychiatrique Édouard-Toulouse a besoin de psychiatres. Sur son site internet, plusieurs annonces sont en ligne pour en recruter.

Un stage puis un concours

"Sans les médecins étrangers, l'hôpital ne peut pas tourner, assure Olivier Boyer, représentant Force Ouvrière. Il faudrait même qu'il y en ait davantage car des lits sont fermés au nom de la pénurie médicale."

Thierry Acquier, directeur de l'hôpital, confirme que les praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) en fin de parcours sont "importants pour que l'hôpital puisse fonctionner". Actuellement, ils sont huit à exercer dans l'hôpital sous différents statuts.

Comme tous les médecins dans ce cas, Amina Bouchema et Tolotra Herimanjaka ont d'abord été stagiaires associées. Payées au lance-pierre ("moins que les aides-soignants"), elles ont préparé en parallèle le difficile concours national qui valide les équivalences de leurs diplômes.

Une année de plus en CHU

Avec ce précieux sésame, elles sont devenues praticiennes associées "avec les mêmes missions que les autres médecins" pendant deux ans pour valider leur parcours. À l'issue de cette période, la fin de ce long tunnel est normalement le passage de leur dossier en commission.

Le dossier d'Amina Bouchema a été examiné en janvier 2025. Et ce fut la douche froide. Son dossier a été retoqué comme la plupart de ceux de ses pairs depuis trois mois. La sentence : faire une année supplémentaire en Centre



Amina Bouchema exerce la psychiatrie à l'hôpital Édouard-Toulouse à Marseille. / PHOTO DENIS THAUST

hospitalier universitaire (CHU). "Mais il n'y a aucun poste en CHU à Marseille. Et c'est la même chose ailleurs", s'emporte-t-elle.

Tout aussi surpris par cette décision, Thierry Acquier souhaite écrire à l'ARS pour alerter contre cette décision "contre-productive par rapport à la volonté initiale de soutenir les hôpitaux périphériques". "Pour la première fois, je suis découragée, explique Amina Bouchema. Depuis janvier, je ne dors plus. Je n'arrive même plus à me concentrer sur mes patients. On a bossé pendant le Covid. On a tenu la plupart des hôpitaux périphériques debout. Aujourd'hui, j'ai 38 ans. Je ne suis plus étudiante. J'ai besoin de stabilité."

Sandra LORENZO

slorenzo@laprovence.com